Fiche d'examen au cas par cas pour les documents d'urbanisme

Cadre réservé à l'administration

Date de réception	Date de complétude	N° d'enregistrement
12/10/16	20/02/17	2016-1405

1. Intitulé du projet

Quelle est la procédure ? (élaboration de PLU, PLUi ou carte communale, révision de PLU, PLUi ou carte communale, déclaration de projet impactant un PLU)	Révision du PLU 1 (actif depuis octobre 2004) – procédure d'élaboration du PLU 2 prescrite le 13 février 2015.
---	--

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Métropole Européenne de Lille (MEL)
Personne à contacter	Jean Baptiste BONONI / Sergio AURAS
Courriel	jbononi@lillemetropole.fr sauras@lillemetropole.fr

3. Caractéristiques de la procédure

Caractéristiques générales du territoire

Commune(s) concernée(s)	85 communes
Nombre d'habitants concernés	1 106 885 habitants (source INSEE – 2007)
Superficie du territoire concerné	61 145 hectares

Pour quelle raison la procédure est-elle engagée? (accueil d'un projet spécifique, document en vigueur ne répondant plus aux besoins actuels...)

Annexe : s'il y a eu une délibération du conseil municipal en ce sens, joindre la délibération engageant la procédure

Cf. délibération de prescription de la révision générale du PLU – 13 février 2015 – actant 6 grands objectifs de la révision du PLU de la Métropole.

Quelles sont ses grandes orientations ? (démographie, protection de l'environnement, économie, tourisme, équipements publics...)

Annexe : pour une élaboration ou une révision « générale » de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Les grandes orientations du PADD ont été portées en débat au Conseil de la MEL le 01 avril 2016, conformément à l'article L153-12 du code de l'urbanisme. Tenant compte des éléments de cadrage issus du projet de SCOT, des ambitions et objectifs de la révision du PLU (cf. délibération de prescription), des enjeux ressortant du diagnostic et de l'état initial de l'environnement (voir éléments de synthèses dans le document « débat sur les orientations générales du PADD » mis en annexe) les orientations générales du PADD du PLU2 soumises au débat ont pour ambition de répondre à 4 défis (cf. page 5 du document précité) et de les décliner en 1 axe transversal et 6 axes thématiques (cf. page 5 du document précité).

Cf. « communication au conseil de la Métropole, en vue du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable ».

Si un document d'urbanisme est en vigueur sur le territoire concerné, quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées ?

Annexes : joindre le règlement graphique (plan de zonage) du document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;

Le document en vigueur est le PLU approuvé en 2004, consultable sur le site de la MEL :

<http://siteslm.lillemetropole.fr/urba/PLU/index.htm>

Le projet de zonage du futur PLU 2 est en cours d'élaboration et non encore consolidé.

Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la commission départementale de consommation des espaces agricoles, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Enquête publique du Règlement Local de Publicité

Le projet est-il concerné par :

Un SCoT ? Un schéma de secteur ?
Si oui lesquels ?

Ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi Grenelle 2 ? (*effet de serre, qualité de l'air, de l'eau et des sols, restauration et protection de la biodiversité...*)

SCOT de Lille (prescrit le 08 février 2015) arrêté le 26 février 2016 .
Elaboration du document selon les dispositions de la Loi Grenelle 2.

Un SDAGE et/ou SAGE ? Si oui le(s)quel(s) ?

SDAGE 2016-2021 du bassin Artois-Picardie
SAGE de la Lys approuvé en 2010
SAGE de la Marque et la Deûle en cours d'élaboration

Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le PLU 1 n'était pas soumis à l'obligation d'une Evaluation Environnementale.

Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?

La consommation d'espace maximale prévue par le PLUi sera en moyenne de 130,6 hectares par an au regard de 163 hectares entre 2005 et 2015. Cette réduction de la consommation d'espace intègre le fait que la production de logements sur la période du futur PLUi devra être plus soutenue que dans la période précédente

Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

Les orientations générales du PADD du PLU2 portées en débat au Conseil de la MEL du 01 avril 2016 s'engagent dans la réduction de la consommation d'espace en mobilisant 3 leviers complémentaires : la mobilisation prioritaire du foncier en renouvellement urbain dans la continuité des politiques déjà menées par la MEL, la réduction du potentiel en extension urbaine, l'optimisation de l'utilisation du foncier.

Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants...</i>) ont été préalablement examinées ?	Le PLUi mobilisera les outils nécessaires pour répondre à l'objectif du SCOT d'assurer les 2/3 de la réponse aux besoins de développement en renouvellement urbain et recycler ainsi environ 1800 hectares de foncier.
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	En compatibilité avec le SCOT, les surfaces d'extension urbaine seront d'au maximum 1307 hectares (733 hectares à destination résidentielle et mixte et 573 à destination économique), c'est à dire en moyenne 130,6 hectares par an.
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	Au-delà de l'aspect strictement quantitatif, les choix en cours de localisation des secteurs d'extension prennent en compte notamment les enjeux environnementaux et les enjeux agricoles. En particulier sont pris en compte les espaces naturels les plus riches, les zones de vulnérabilité de la nappe de la craie, la proximité des transports collectifs.... Voir la note jointe

Milieux naturels et biodiversité

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones (ou à proximité immédiate de ces zones) par la procédure d'urbanisme en cours ? Quels impacts potentiels peuvent-ils avoir sur ces zones ?
Zone Natura 2000 (dans un rayon de 15 km) ?	X		4 sites Natura 2000 dans un rayon de 15 km (aucun ne s'inscrivant en tout ou partie dans le périmètre du PLUi) dont : - 5 au titre de la directive Oiseaux (2 sites désignés en France et 3 en Belgique) - 9 au titre de la directive Habitat-Faune-Flore (3 sites désignés en France et 6 en Belgique)
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		X	
Réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?	X		1 réserve naturelle régionale (réserve du Héron à Villeneuve d'Ascq). Ce site est intégré aux réservoirs de biodiversité du SCOT que le PLUi décline et sera à ce titre préservé des impacts de l'urbanisation. <i>Voir la note jointe</i>

Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) ?	X		12 ZNIEFF1 et 2 ZNIEFF 2 comprises en tout ou partie dans le périmètre du PLUi (5% de la surface du PLUi sans double compte). Situées principalement dans la vallée de la Marque rurale, la vallée de la Haute-Deûle et la vallée de la Lys moyenne. Les ZNIEFF 1 sont intégrées aux réservoirs de biodiversité du SCOT que le PLUi décline et seront à ce titre préservées des impacts de l'urbanisation. Les ZNIEFF 2 sont prises en considération au titre des espaces naturels relais et zones tampons. <i>Voir la note jointe</i>
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?	X		1 arrêté préfectoral de biotope (les prairies de Willemots à Frelinghien) Ce site est intégré aux réservoirs de biodiversité du SCOT que le

			PLUi décline et sera à ce titre préservé des impacts de l'urbanisation. <i>Voir la note jointe</i>
Continuité écologique connue ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCoT, DTA...) ?	X		Continuités écologiques identifiées par le projet de SCOT (arrêté). Le travail de déclinaison des continuités écologiques du SCOT à l'échelle du PLUi est en cours. <i>Voir la note jointe</i>
Zone à dominante humide identifiée par le SDAGE ?	X		4000 ha (6% de la surface du PLUi). Situées principalement dans la vallée de la Marque rurale, de la vallée de la Haute-Deûle et de la vallée de la Lys moyenne, le long du canal de l'Espierre. Les zones à dominante humide sont intégrées soit aux réservoirs de biodiversité soit aux espaces naturels relais du SCOT en cours de déclinaison dans le PLUi. Elles seront à ce titre préservées des impacts de l'urbanisation. <i>Voir la note jointe</i>
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCoT, SAGE) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?	X		270 ha (0,5% de la surface du PLUi) de zones humides inventoriées par le SAGE de la Lys (zone d'intérêt environnemental particulier dont 200 ha en tant que zones stratégiques pour la gestion de l'eau). Corridors écologiques rattachés à une sous-trame milieu humide identifiés par le projet de SCOT (Haute-Deûle et confluence Deûle-Lys, Lys, Marque rurale). Les zones humides identifiées par le SAGE de la Lys sont intégrées aux réservoirs de biodiversité du SCOT que le PLUi décline et seront à ce titre préservées des impacts de l'urbanisation. <i>Voir la note jointe</i>
Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par le projet de document d'urbanisme en cours ? Quels impacts potentiels peuvent-ils avoir sur ces zones ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologique) ?	X		Monuments historiques et leurs périmètres : plus de 300 (15% classés et 85% inscrits) dont près des deux-tiers sur la commune de Lille. Sites inscrits au patrimoine de l'UNESCO : 4 beffrois (Armentières, Comines, Loos, Lille) Sites archéologiques : plus de 500 sites connus. Les orientations générales du PADD visent la préservation, restauration et valorisation du patrimoine architectural, en particulier le patrimoine « ordinaire » ou « domestique ». <i>Voir la note jointe</i>
Site classé ou projet de site classé ?	X		6 sites classés situés à Lille (2), Leers (1), Roubaix (1), Bondues/Marcq en Baroeul (1) et recoupant 7 communes du sud-est pour le vaste site de la Plaine de Bouvines (Anstaing, Baisieux, Bouvines, Chereng, Fretin, Gruson, Sainghin en Mélançois). Les orientations générales du PADD du PLU2 portées en débat au Conseil de la MEL du 01 avril 2016 anticipent les impacts potentiels que le développement urbain futur pourrait avoir sur la qualité paysagère du territoire. Elles font pour cela de l'insertion paysagère un critère de choix de localisation des extensions urbaines. <i>Voir la note jointe</i>

Site inscrit ou projet de site inscrit?	X		4 sites inscrits situés à Lille (2), Leers (1), Villeneuve d'Ascq (1). Cf. ci-dessus
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?	X		5 ZPPAUP à Beaucamps-Ligny/Fournes-en-Weppes, Comines, Lambersart, Roubaix et Tourcoing Cf. ci-dessus
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?	X		1 PSMV à Lille Cf. ci-dessus
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...)?		X	Les orientations générales du PADD du PLU2 portées en débat au Conseil de la MEL du 01 avril 23016 anticipent les impacts potentiels que le développement urbain futur pourrait avoir sur la qualité paysagère du territoire. Elles font pour cela de l'insertion paysagère un critère de choix de localisation des extensions urbaines. <i>Voir la note jointe</i>
Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lesquels ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par le document d'urbanisme en cours ? Quels impacts potentiels peuvent-ils avoir sur ces zones ?
Périmètre de protection (<i>immédiat, rapproché, éloigné</i>) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		Périmètre de protection immédiat : 6 ha Périmètre de protection rapproché : 2 600 ha Périmètre de protection éloigné : 280 ha Périmètres localisés en majorité au sud, et principalement dans le secteur des champs captants du sud de Lille, et à Pérenchies. La protection de la ressource en eau, et en particulier au droit de l'aire d'alimentation des captages du sud de la métropole, est une orientation générale du projet d'aménagement et de développement durables. Le développement devra se faire prioritairement en renouvellement urbain. Si le renouvellement urbain est privilégié et les extensions très limitées dans les secteurs les plus vulnérables (en particulier sur les communes d'Emmerin, Noyelles-les-Seclin et Houplin-Ancoisne où la vulnérabilité est très forte à totale), des extensions urbaines significatives sont prévues dans des secteurs de vulnérabilité forte (notamment à Templemars, Loos, Lesquin...) compte tenu de la forte attractivité économique de cette partie du territoire. Les orientations générales du PADD prévoient que tous les projets au droit de l'aire d'alimentation des captages, qu'ils soient en extension ou en renouvellement urbain, feront l'objet d'exigences environnementales renforcées. <i>Voir la note jointe</i>
Captage(s) prioritaire(s) Grenelle 2 ?	X		Champ captant d'Emmerin (sud de Lille). Cf. ci-dessus
Captage(s) repéré(s) par un SDAGE ?	X		Captages d'Allennes / Les Marais / Annoeuillin / Don Captage de Salomé Cf. ci-dessus
Usages	Oui	Non	Précisez si besoin

<p>Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages? <i>Précisez comment la (les) commune(s) est (sont) approvisionnée(s) en eau.</i></p>		X	<p>Des prélèvements se répartissant entre l'alimentation en eau potable (61%) et l'industrie (39%), les prélèvements agricoles étant marginaux. Production eau potable : environ 60% par la nappe de la craie (principalement à partir des champs captants du sud de Lille), 18% de la nappe du carbonifère, 22% par la Lys. 20% des eaux d'origine souterraines proviennent de captages hors territoire. Des unités de production permettant de répondre à la demande journalière moyenne mais des marges de manœuvre faibles ne permettant pas de gérer une situation de crise (sécheresse ou pollution).</p>
<p>Y a-t-il un risque de conflit entre ces différents usages ?</p>	X		<p>Le développement du territoire ne se traduira pas nécessairement par une augmentation des besoins en eau. En effet, pour les consommations domestiques, la poursuite de la tendance actuelle à la baisse, même de manière moins prononcée, pourrait permettre de compenser la croissance de la population. Il est beaucoup plus difficile de faire des projections relatives aux consommations d'eau des industries, très dépendantes du type d'activités, mais les tendances sont également à la baisse. Toutefois, même si les besoins en eau évoluent peu, l'amélioration de la sécurisation de l'alimentation en eau potable est une nécessité pour le territoire ; des actions en ce sens sont en cours. <i>Voir note jointe</i></p>
<p>Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?</p>	X		<p>Nappe du calcaire carbonifère. Cf. ci-dessus et note jointe</p>

<p>Quel(s) est (sont) le(s) type(s) d'assainissement utilisé(s) ? Un schéma d'assainissement est-il en vigueur ? En cas d'assainissement collectif, le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?</p>		<p>Assainissement principalement collectif via 12 stations dont 1 lagunage naturel (Deûlemont). 3 300 habitations assainies individuellement (suivant zonage en vigueur). Schémas directeurs d'assainissement pour les 12 agglomérations d'assainissement, révisés progressivement entre 2013 et 2018. Des stations d'épuration pour l'essentiel conformes aux exigences réglementaires, et des rendements moyens compris entre 69% (pour l'azote) et 95% (pour les matières en suspension ou le DBO5). Une gestion par des réseaux unitaires le plus souvent recevant à la fois les eaux usées et les eaux pluviales et conduisant à des dysfonctionnements des systèmes d'assainissement en période pluvieuse et des rejets directs d'eaux polluées dans les cours d'eau. Les dispositions réglementaires du PLUi définiront les modalités d'assainissement des secteurs de développement urbain, en prenant en considération les difficultés actuelles par temps de pluie et la nécessité de ne pas générer de rejets supplémentaires sans traitement vers les milieux récepteurs, notamment par une gestion adaptée des eaux pluviales. En parallèle de la révision du PLUi, les schémas directeurs d'assainissement sont révisés pour toutes les agglomérations d'assainissement, afin de mettre en adéquation les dispositifs d'assainissement et le développement envisagé. <i>Voir note jointe</i></p>
---	--	---

Sols, sous-sols, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?	X		164 sites pollués BASOL (30% des sites régionaux), concentrés sur Lille, Roubaix et Tourcoing Les orientations générales du PADD du PLU2 portées en débat au Conseil de la MEL du 01 avril 23016 s'inscrivent dans la poursuite du rôle de précurseur de la Métropole pour l'identification et la gestion des sites pollués. Elles intègrent notamment les nouveaux dispositifs issus de la loi ALUR pour garder la mémoire des sites pollués, qui pourront trouver une traduction dans le zonage et son règlement. <i>Voir note jointe</i>
Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?	X		6 300 sites BASIAS (40% des sites régionaux), concentrés sur Lille, Roubaix et Tourcoing. <i>Cf. ci-dessus</i>
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	X		3 sites d'extraction de statut actif : Leers (argiles : 34 kt/an), Emmerin (craie : 200 kt/an), Lomme (argiles : 35 kt/an). Les besoins du territoire sont aujourd'hui majoritairement assurés par des ressources provenant de l'extérieur. Le développement du territoire ne se traduira pas nécessairement par une augmentation en proportion des besoins en matériaux. En effet, l'orientation générale du PLUi pour lutter contre l'étalement urbain est favorable à l'économie des matériaux. En outre, la stratégie de développement axée en priorité sur le renouvellement urbain générera la production de déchets en grande partie valorisables en tant que matériaux secondaires. <i>Voir note jointe</i>
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?	X		Sites de stockage sur la Lys et la Deûle des sédiments de curage des canaux et rivière, ayant un statut de décharge relevant de la réglementation des ICPE. Au vu des tendances à la baisse du gisement des déchets et des outils mis en place récemment par la MEL en matière de prévention, la production des déchets devrait être relativement contenue en comparaison de la croissance démographique attendue. Par ailleurs, le PLUi propose de mobiliser des outils fonciers pour le développement d'unités de production d'énergies renouvelables et de récupération, parmi lesquelles les équipements de valorisation des déchets (unités de méthanisation...) Le développement possible des filières de valorisation des sédiments, favorisées par les orientations du SCOT, devrait permettre de limiter dans une certaine mesure les besoins en sites de stockage. <i>Voir note jointe</i>
Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?

<p>Risques ou aléas naturels (inondations, mouvement de terrain, coulées de boues...), industriels, technologiques, miniers connus ?</p>	<p>X</p>	<p>Risque naturel inondation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débordement de la Marque et de la Lys : crue lente à enjeu humain limité mais une forte densité de population concernée et des enjeux économiques forts (trois quart des communes incluses dans deux Territoires à risques important d'inondation) - ruissellement des eaux de pluie occasionnant localement des inondations parfois aggravées par le débordement des réseaux ; 3 secteurs plus particulièrement sensibles : le Ferrain, Lille et ses environs, Seclin et ses environs - remontée de nappe phréatique, d'enjeux relativement mineures mais pouvant se conjuguer avec d'autres phénomènes (crues, ruissellement). <p>Risque naturel mouvement de terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - effondrement des cavités concernant 11 communes sur un secteur allant de Lille à Seclin, avec des enjeux importants dans les secteurs les plus densément urbanisés de l'agglomération centrale (Lille, Loos, Villeneuve d'Ascq...) - mouvements différentiels liés aux argiles; des enjeux moyens à forts localement pour une large partie nord et ouest du territoire, sans risques vitaux mais susceptibles de causer des désordres sur bâtiments et les réseaux. <p>Risque technologiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - risque industriel avec des enjeux importants les établissements les plus à risques se situant le plus souvent en zone urbaine dense ou dans des secteurs à forte sensibilité environnementale (champs captants sud de Lille) : 8 établissements Seveso (5 seuils haut et 3 seuil bas), 2 silos à enjeux très importants, 5 établissements utilisant des installations de réfrigération à l'ammoniac, 1 dépôt d'engrais - risque lié au transport de matières dangereuses lié au transport par route et fer, risque accru dans la partie centrale de l'agglomération où convergent les grandes infrastructures de transport et où sont implantés deux grands équipements susceptibles de recevoir des matières dangereuses (port de Lille, gare Lille-Délivrance), et par canalisation souterraine (notamment communes du sud traversées par oléoduc). <p>La gestion et la maîtrise des inondations sur le territoire font parties des orientations générales du PADD. Cela passe par la préservation du développement urbain des secteurs à risque, des règles constructives adaptées dans les secteurs où le niveau de risque est compatible avec certains aménagements et la préservation des zones d'expansion de crues. La traduction de ces orientations dans le règlement du PLU se fera en cohérence et complémentarité avec les PPR existants ou en cours d'élaboration. L'objectif est également de chercher à réduire la vulnérabilité dans le cadre du renouvellement urbain. <i>Voir note jointe</i></p>
--	----------	--

<p>Plans de prévention des risques (naturels, technologiques, miniers) approuvés ou en cours d'élaboration ?</p>	<p>X</p>	<p>Risques naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - inondation : 2 PPR approuvé (Lys : 4 communes, Marque : 16 communes), 1 PPR prescrit (ruissellement au nord-ouest de l'arrondissement de Lille : 41 communes) - mouvement de terrain : PPR « catiches » approuvés (11 communes) <p>Risques technologiques :</p>
--	----------	---

			<ul style="list-style-type: none"> - 1 PPRt approuvé (Produits chimiques de Loos : 3 communes) <p>Cf. ci-dessus</p>
Nuisances connues (sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	X		<p>Principale source de nuisances sonores générées par le réseau routier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 73% de la population et 57% des établissements sensibles du territoire exposés à des niveaux dépassant la valeur guide diurne définie par l'OMS (5 dB(A)) - 5% de la population et une centaine d'établissements sensibles soumis à un dépassement de la valeur limite réglementaire. <p>Des nuisances sonores dues aux infrastructures ferroviaires et industrielles plus localisées et touchant un nombre d'habitants très limité, et quasiment aucun habitant concerné par une exposition à des seuils de bruit dépassant les valeurs réglementaires pour les nuisances aériennes (aéroport Lille Lesquin).</p> <p>Des projets d'aménagement d'infrastructures inscrits dans les orientations générales du PLUi pour améliorer le maillage du réseau routier (notamment CSEL) et la desserte ferroviaire (REGL) pouvant aggraver les nuisances sonores ou exposer de nouvelles populations.</p> <p>Les nuisances sonores seront prises en compte dans les choix de localisation des extensions urbaines et leurs modalités d'aménagement via le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation. Les orientations générales du PADD s'engagent également à la préservation des zones de calme. <i>Voir note jointe</i></p>
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X		<p>PEB aéroport Lille-Lesquin (révisé en 2009) concernant 10 communes du territoire.</p> <p>Classement des infrastructures de transport terrestre (arrêté février 2016).</p> <p>Cf. ci-dessus</p>
Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?	X		<p>PPA Nord - Pas de Calais (2014).</p> <p>Les orientations ci-dessous relatives à la mobilité et la réduction du recours aux énergies fossiles contribuant à maîtriser les émissions de gaz à effet de serre, contribueront également à maîtriser les émissions de polluants atmosphériques.</p> <p>En outre la pollution atmosphérique sera prise en compte dans les choix de localisation des extensions urbaines et leurs modalités d'aménagement via le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation. <i>Voir note jointe</i></p>
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) et/ou le plan climat énergie territorial (PCET) ?			<p>PCER Lille Métropole (2013). Stratégie élaborée visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mener la transition énergétique (sobriété, efficacité énergétique, hausse de la production locale d'énergies renouvelables) et adapter le territoire au dérèglement climatique. 9 axes structurant le plan d'actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engager la transition énergétique - Adapter le territoire au changement climatique - Préserver la qualité de l'air

			<ul style="list-style-type: none"> - Aménager les temps de la ville - Renforcer les enjeux « énergie-air-climat » dans l'aménagement du territoire (SCoT, PLU, projets) - Accentuer la mobilité durable (PDU 2010-2020) - Généraliser la construction et la réhabilitation durables (PLH 2, plan « 100 000 logements ») - Favoriser la production et la consommation durables et la compétitivité économique (PMDE, politique agricole, transport de marchandise), en lien avec la Troisième Révolution Industrielle - Mobiliser les acteurs vers le passage à l'action. <p>Les orientations générales du PADD du PLU2 portées en débat au Conseil de la MEL du 01 avril 23016 en matière de mobilité et d'articulation entre le développement et les transports collectifs ont notamment pour objectif de contribuer maîtriser les émissions de gaz à effet de serre et polluants atmosphériques.</p> <p>Les orientations générales du PADD visent à hiérarchiser et consolider les réseaux routiers métropolitains. Il s'agira de veiller dans la traduction de ces orientations à ce que l'amélioration de la fluidité générée par les nouvelles voiries ne conduisent pas à augmenter globalement le trafic routier. Les orientations relatives au partage de la voirie au profit des transports collectifs et modes doux vont dans ce sens.</p> <p>Les orientations générales du PADD s'inscrivent par ailleurs dans les objectifs du plan climat visant à limiter la dépendance énergétique par le développement des énergies renouvelables et de récupération, et en articulant le développement urbain avec les réseaux et sources locales de production d'énergie. Enfin elles encouragent la réhabilitation thermique des bâtiments et la performance énergétique des projets d'aménagement. <i>Voir note jointe</i></p>
Parc éolien ou parc photovoltaïque existant ou en projet ?	X		Pas de projets mais des potentialités identifiées pour le photovoltaïque (fermes solaires sur des terres impropres à d'autres usages).

Éléments complémentaires que la personne publique responsable souhaite communiquer (facultatif)

Voir note jointe et cartes annexées

Annexes

Élaboration ou révision (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	☐
Cas d'une procédure d'évolution de PLU	Étude préliminaire des incidences sur Natura 2000 (méthode proposée sur le site http://www.natura2000-picardie.fr/EI_MO.pdf)	☐
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	☐
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	☐
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	☐